

Débat N°3 formation syndicale

Chers camarades,

Nous cherchons depuis plusieurs années à mettre en place une organisation de la formation syndicale qui soit plus optimum, plus solidaire et qui répondent à nos objectifs politiques. A Rennes nous avons réaffirmé que « Le syndicat porte la responsabilité première de l'accompagnement et de la montée en compétence de ses sections et militants... que c'est une priorité et une responsabilité collective de toutes nos structures ». Aujourd'hui, nous vous proposons de passer un nouveau cap, exigeant, qui engage l'ensemble des structures CFDT. L'évolution de la structuration de la formation syndicale est le fruit de plusieurs années d'analyse, d'échanges et de constructions collectives dont les derniers travaux, issus d'un groupe de travail du bureau national, a associé toutes les structures fédératives tout au long du processus. Le mandat du BN était clair, il s'agissait notamment de mieux structurer l'offre de formation, la rendre visible, développer la coopération entre les structures, optimiser les moyens.

Bref, construire une politique de formation syndicale confédérée et mutualisée, c'est-à-dire commune et partagée intégrant le principe de subsidiarité, décidée collectivement par les instances confédérées et mise en œuvre par les structures de formation de la CFDT.

C'est ce que rejette le syndicat du SGEN de Versailles.

Oui nous sommes ambitieux car la formation syndicale doit être un marqueur fort de la 1ère organisation syndicale qu'est la CFDT. La formation syndicale est avec l'ARC un levier essentiel de nos pratiques syndicales.

Les évolutions proposées ont été construites pour faciliter la collaboration, et l'entraide au service des syndicats, des militants et des adhérents et mettre enfin un terme à la concurrence interne. En permettant la création d'une offre de formation confédérée et mutualisée nous travaillons ensemble à son élaboration et son optimisation car elle répondra aux besoins des adhérents et militants mais aussi aux choix politiques des structures CFDT. Nous la rendrons accessible à tous nos adhérents et militants, et ils pourront ainsi avoir accès aux parcours de formation liés à leur mandat ou responsabilité. Aussi, à l'heure où la question des moyens syndicaux se pose à tous, il est nécessaire d'avoir une répartition claire du « qui fait quoi » et de sortir du « chacun forme chez soi », [en favorisant la lisibilité de notre offre de formation]

La politique de formation est du ressort de chaque structure CFDT sur son périmètre de compétence. La nouveauté en la rendant confédérée est que [demain] nous travaillerons de façon coordonnée pour construire les priorités de formation en prenant en compte les réalités de chacun.

Il ne s'agit pas de centraliser la formation syndicale et de faire que la confédération ferait tout. Bien au contraire, l'objectif est de faire ensemble et de décentraliser pour former en proximité.

D'ailleurs pour la campagne fonction publique nous avons élaboré pour la première fois de façon confédérée la conception de classeurs de formation, comme « Préparer et gagner les élections dans la fonction

publique », ou le « socle commun des Comités sociaux dans les fonctions publiques ». Cela nous a permis de mobiliser beaucoup moins de temps de conception et de mutualiser les moyens tout en répondant aux besoins de toutes les structures de la fonction publique. Ce n'était pas le cas avant !

La politique de formation confédérée et mutualisée permet de remettre l'adhérent et le militant au cœur du système en définissant des priorités de formation qui correspondent à nos réalités de terrain.

C'est d'ores et déjà le cas avec les formations des nouveaux élus - du public comme du privé - qui sont inscrites dans les priorités avec pour effet pour les structures fédératives qui le demandent, de bénéficier d'une aide financière pour dispenser ces formations aux élus sans financement.

Car concernant l'aspect financier, il ne s'agit pas de déposséder les organisations de leurs financements. Au contraire, imaginez le champ des possibles qui s'offre à nous, en multipliant par 3 le nombre de formés et en mutualisant ! Car aujourd'hui nous ne formons qu'entre 5 à 10% de nos adhérents.

On ne peut pas empêcher un militant de se former par manque de ressources ! La solidarité doit permettre de lever ce frein en mutualisant les financements. Demain, la formation syndicale sera plus accessible pour tous avec des tarifs harmonisés et des formations offertes.

Avec une politique de formation confédérée et mutualisée, nous répondrons rapidement et mieux aux attentes, nous remettrons au cœur de nos formations les positionnements de la CFDT et les pratiques syndicales. Cela nécessite d'avoir une vision commune des besoins des adhérents, militants et syndicats, pour construire ensemble les formations

en distinguant la partie commune à tous et les spécificités territoriales ou professionnelles. *les spécificités, les valeurs, seront préservées.*
Les formations existantes - au nombre de 700 aujourd'hui - seront mutualisées, les thèmes et les spécificités non traités seront couverts. C'est par le développement de partenariat entre structures, de mise en commun de moyen humain sur l'animation et la conception que nous pourrons former mieux et en proximité. Il n'est plus acceptable que des demandes de formation ne soient pas honorées, que d'autres soient annulées faute d'inscrit ou de formateur.

Dans cette évolution, la confédération ne fait pas tout, elle fait en s'appuyant sur les compétences et les pratiques des organisations. Chacun a donc sa place : structure CFDT, organismes de formation, acteurs de la formation syndicale. Cette transformation doit se faire avec l'ensemble du réseau de la formation syndicale.

Elaborer une politique de formation confédérée et mutualisée avec tous ses corollaires est un changement important. Mais c'est une évolution indispensable que nous ne pouvons plus repousser. Il en va de notre avenir. Alors soyons au rendez-vous !

C'est pourquoi je vous demande au nom du bureau national de rejeter l'amendement du syndicat du SGEN de Versailles.

Je vous remercie